

11 nouvelles



CSN

20 NOVEMBRE
1998

NUMÉRO
449



Travailleuses en garderie

**Le 11 novembre
ne sera plus le Jour de l'oubli !**

est l'organe officiel de la Confédération des syndicats nationaux (514-598-2131).

Publié tous les quinze jours, il est tiré à 23 000 exemplaires et distribué gratuitement dans les syndicats de la CSN à travers le Québec.

Coordination

Lucie Laurin
(laurinl@total.net)

Conception graphique

Jean Gladu
Sophie Marcoux

Mise en page

Jean Gladu
Lucie Laurin

Sophie Marcoux

Numérisation photo

Lucie Laurin

Rédaction

L'équipe du Service de l'information de la CSN

Photographes

Alain Chagnon
Michel Giroux

Caricaturiste

Boris

Soutien technique

Lyne Beaulieu

Impression

Les syndiqués CSN de l'imprimerie L'Éclaireur de Beauceville

Distribution

L'équipe du Service de distribution de la CSN, avec la collaboration de syndiqué-es en conflit

Pour modifier le nombre d'exemplaires reçus:

(514) 598-2233

1601, av. De Lorimier,
Montréal QC H2K 4M5

Site Internet de la CSN:

<http://www.csn.qc.ca>



Un jeune vieux passablement inquiétant

La campagne électorale met sur le devant de la scène de bien curieux personnages!

Ainsi, chaque jour nous révèle-t-il une nouvelle ineptie d'un jeune — du moins se prétend-il jeune — vieux politicien, depuis l'abolition de plus de 60 organismes gouvernementaux au branchement du Québec tout entier sur Internet en passant par un remboursement rapide de la dette. Vous l'aurez compris: je parle de Mario Dumont, chef de l'Action démocratique du Québec.

Il y a longtemps que le cynisme de la classe politique ne m'avait pas autant étonné. Comment qualifier autrement ce personnage qui, en prétendant parler au nom des jeunes, tente de diviser les citoyens selon leur âge? Qui tient un

discours archaïque et d'une grande brutalité verbale à l'égard des salarié-es de l'État? Qui nourrit une véritable obsession sur le remboursement de la dette sans égard aux coûts sociaux qui en découleraient?

Où Mario Dumont se cache-t-il quand il est question des jeunes travailleurs exploités sans merci par les géants du *fast food*? Ou de l'éducation, de l'alphabétisation parfois, des jeunes décrocheurs?

Sous ses airs de jeune branché se cache un conservatisme à faire frissonner. Vivement qu'on mette fin à son *power trip*!

Jean Lortie

Automnes chauds

Il semble bien que le peuple québécois, réputé latin et, pour cause, de tempérament un tant soit peu méridional, trouve le moyen de se réchauffer et de faire fuir cette humidité qui, autrement, viendrait lui vriller les os, en vivant de septembre à décembre ses temps les plus forts de l'année.

Rappelons-nous Octobre. Rappelons-nous le 15 novembre 1976, quand des lendemains qui devaient chanter ont été annoncés. Rappelons-nous le 30 octobre 1995, jour de la grande frayeur chez les fédéralistes qui, ce jour-là comme jamais auparavant, se sont rendu compte que c'était possible.

Rappelons-nous aussi, c'était en octobre 1975, la grève nationale contre le gel des prix et des salaires imposé par le gouvernement Trudeau. Et rappelons-nous surtout, ce même mois, la fin de la grève des mineurs d'amiante de Thetford; une grève de sept mois. Des gains majeurs pour la santé des travailleurs ont marqué ce conflit. La loi 52 prévoyait le versement de 90 pour cent du salaire net aux mineurs perdant leur emploi pour cause d'incapacité permanente. Et la Commission Beaudry, créée à cette occasion, devait quelques mois plus tard préconiser des améliorations majeures aux lois sur la santé et la sécurité au travail.

Au Québec, les automnes sont chauds.

Michel Rioux



Plus de 180 membres de la CSN ont participé au débat organisé par le conseil central.

Campagne électorale

Les membres de la CSN ont des questions à poser

La CSN a invité ses membres à s'impliquer activement dans la campagne électorale. Ceux-ci ont participé avec enthousiasme à des débats et à des journées thématiques. Mais la conscience sociale et le souci du bien public semblent davantage le fait des membres de la CSN que de ceux et celles qui aspirent à exercer le pouvoir.

Louis-Serge Houle

En haut, les chefs des partis politiques jonglent avec les milliards et ne promettent rien de précis. Au ras du sol, les candidats ne font rien pour que lève la campagne électorale. Navrant.

Que fait-on lorsqu'on veut saisir les enjeux de cette campagne électorale malgré les discours vides des différents partis politiques? Au cœur du Québec, le conseil central a eu l'heureuse idée d'organiser un débat confrontant les programmes des candidats des circonscriptions de la région afin de permettre à ses membres de se faire une meilleure opinion. Le président du conseil central, Michel Angers, résume en un mot la soirée : déception.

«Nous avons organisé ce débat pour connaître les grandes orientations des partis politiques et leurs intentions quant aux solutions à apporter aux

problèmes que nous vivons dans la région, a-t-il mentionné. C'est bien simple, les militantes et les militants de nos

syndicats en savent plus sur ce qui préoccupe la population que les candidats du PQ, du PLQ et de l'ADQ.»



Serge Aubry, candidat libéral dans Saint-Maurice, Lucienne Francœur, de l'ADQ dans Trois-Rivières, Jean Trudel de l'ADQ dans Laviolette, Guy Julien, du PQ dans Trois-Rivières et Claude Pinard, du PQ dans Saint-Maurice.

Un exemple: Rachel Fluet, infirmière à La Tuque, demande aux candidats du Parti québécois quand l'hôpital obtiendra son scanner, une promesse faite lors de l'élection précédente. Guy Julien et Claude Pinard, du PQ, pensaient que cet établissement avait déjà été pourvu de cet équipement essentiel... Rachel Fluet leur souligne qu'il faut maintenant trier les bénéficiaires à l'aide du moniteur cardiaque pour traiter les problèmes les plus criants, que tout se désagrège, que de plus en plus de cas sont transférés à Shawinigan, que l'hôpital fermera bientôt faute de moyens...

Autre exemple: Michel Lacasse, secrétaire général du conseil central, tente d'obtenir des engagements des candidats pour réformer le Code du travail afin de réduire le processus d'accréditation syndicale, un système qui nuit à la syndicalisation et qui sert les patrons. Réponse de Serge Aubry du PLQ et actuel président d'un syndicat FTQ à Shawinigan: «On créera des emplois, comme ça on peut accroître la syndicalisation.» On voit qu'il connaît bien le Code du travail!

Les partis s'entendent tous pour ne pas privatiser les services directs à la population. La salle n'est pas longue à réagir. Lise Beaudoin, vice-présidente régionale de la FSSS-CSN: «Vous ne trouvez pas ça important de dormir dans des draps propres à l'hôpital et d'avoir de la nourriture de bonne qualité? En privatisant ces services, vous ne croyez pas que le secteur privé sera tenté de couper pour accroître ses profits?» Denis Labelle, enseignant au Cégep de Trois-Rivières: «En raison des compressions, on me demande de hausser le nombre d'étudiants, quitte à en installer deux sur le même cheval. La direction me dit qu'ils n'ont qu'à faire leur dessin plus petit...» Réponse: des visages qui ne cessent de s'allonger.

En bref, un débat qui en dit long sur le déroulement de la campagne électorale.

Journée nationale sur la santé et les services sociaux

Les candidats seront jugés sur leurs réponses !

Claude Saint-Georges

Dès sept heures du matin, en cette journée du 17 novembre consacrée à la santé et aux services sociaux, des militantes et militants de la région de Québec ont commencé à distribuer des tracts à la population. Très actifs dans le comté de Charlesbourg, ils avaient un message pour le candidat-vedette de l'endroit. «Les ciseaux du déficit zéro, docteur Rochon, le monde n'en veut plus» et «Ça ne vaut pas une cenne, un ministre sans le sou», pouvait-on lire sur leur dépliant.

En conférence de presse, Gérald Larose a fait part de l'impatience de la CSN à l'égard du message des partis politiques sur les grands enjeux dans la santé et les services sociaux. Il a encouragé les syndicats à exercer une pression sur tous les candidats et candidates afin que les partis se rendent compte qu'ils sont en train de fuir leurs responsabilités face à la population et face aux travailleuses et travailleurs du réseau.

«Nous voulons que les partis politiques cessent d'assortir de conditions et de réserves leurs intentions en matière de financement. Les réinvestissements dans le réseau doivent faire l'objet d'engagements substantiels, précis et chiffrés pour le prochain budget», a indiqué Gérald Larose.

D'ici la fin de la campagne, la CSN veut interpeller les partis pour qu'ils démontrent leur reconnaissance au personnel du réseau qui a soutenu le système à bout de bras durant ces dures années de compressions,



Manifestation chez Bernard Landry

Une centaine de militantes et militants de la Montérégie de la FSSS-CSN ont participé, le 10 novembre, à une manifestation devant la permanence électorale du ministre Bernard Landry, à Varennes.

et qu'ils s'engagent à améliorer leurs conditions de travail et leur rémunération.

PQ et PLQ: porte ouverte à la privatisation

«L'érosion de la couverture publique, qui a commencé sous le règne du précédent gouvernement, se poursuit progressivement et insidieusement. Les partis doivent s'engager à renverser cette tendance», a déclaré le président de la CSN.

Mal financé, le virage ambulatoire a eu deux grands effets pervers, soit la pression indue exercée sur les femmes pour la

prise en charge des malades et la prolifération d'entreprises privées de soins et services à domicile. On recense 207 de ces entreprises, dont certaines grandes compagnies américaines.

Si la privatisation n'est pas une option pour le Parti québécois, la CSN se demande pourquoi le ministre Rochon a constitué le Groupe de travail Arpin, dont le mandat

ouvre la porte à un rôle accru du secteur privé.

Quant aux libéraux, s'ils sont élus, ils destinent leur candidate Monique Jérôme-Forget au ministère de la Santé et des Services sociaux. Son récent livre, *Who is the master, a blue print for Canadian Health Care Reform*, propose de confier entièrement la gestion des soins de santé à des regroupements de médecins qui constitueraient des entreprises privées, financées par le régime public et qui se partageraient les économies réalisées dans les soins.

Et les travailleuses et travailleurs?

La profession médicale a réussi à monopoliser l'attention, alors que les partis ignorent pratiquement les 200 000 travailleuses et travailleurs du réseau. «En clair: les partis sont-ils d'accord pour effectuer un rattrapage dans la rémunération des travailleuses et des travailleurs? S'engagent-ils à améliorer les conditions de travail des personnes à statut précaire, qui représentent 55 pour cent de l'effectif, et à écarter le recours à la sous-traitance? Nous les jugerons sur leurs réponses», a conclu Gérald Larose.

Dispensaire de fortune

Pour illustrer l'état dans lequel se retrouve le réseau après quatre années de sévères compressions, les militantes et militants de la région de Québec ont érigé un dispensaire de fortune aux abords de l'édifice de la CSN, à Québec.



Journée nationale des travailleuses en garderie

Le 11 novembre ne sera plus le Jour de l'oubli!

Henri Goulet

Jour du Souvenir à Ottawa. Journée de l'oubli pour les travailleuses en garderie du Québec. Comme le disait André Malraux: «La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert.» Il en va un peu de même pour la reconnaissance et le respect.



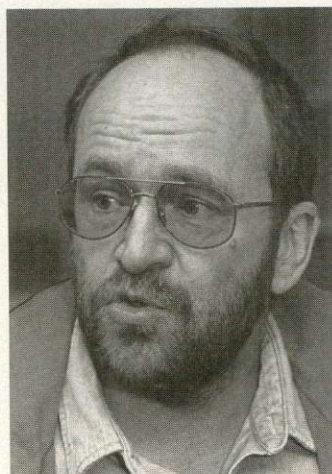
Katia Gagné, stagiaire en formation: «J'aime les enfants. C'est ce travail que je veux faire. Pour moi, c'est prioritaire de faire ce qu'on aime vraiment dans la vie.»



Sur la cocarde de Line Kelly, présidente du Syndicat régional des travailleuses en garderie de l'Outaouais, on pouvait lire: En 1985, je gagnais 8,00 \$ l'heure. En 1998, je gagne 13,74 \$ l'heure. Ça fait cinq ans que je n'ai eu aucune augmentation de salaire. Je détens un bac en psychologie. Un DEC en sciences sociales. Une reconnaissance en techniques de services de garde. Je possède 15 ans d'expérience.

Les travailleuses en garderie se sont donc mobilisées pour le rappeler aux dirigeants politiques dans le cadre de la campagne électorale. Arborant fièrement le thème de la journée nationale des garderies, Ça fait 20 ans qu'on attend, c'est le temps, les travailleuses de la garderie La Maison des petits castors d'Aylmer accueillait chaleureusement la vice-présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, pour donner force à leur aspiration de se faire reconnaître pleinement comme actrices principales de l'implantation du programme des places à 5 \$ dans les services de garde du Québec.

«La qualité des services de garde, ça passe par le respect des travailleuses, de dire Claudette Carbonneau. On ne s'étouffe pas dans le respect au Québec avec un salaire de 20 000 \$ brut versé aux travailleuses.» Pour Line Kelly, présidente du Syndicat régional des travailleuses en garderie de l'Outaouais, «il faut investir dans l'avenir. Les travailleuses veulent être tout simplement reconnues pour le travail qu'elles font, pour leurs qualifications et leur compétence. Un salaire moyen de 9 \$ à 11 \$, est-ce vraiment une reconnaissance?»



Luc Rainville

Des appuis

M. Luc Rainville, président du conseil d'administration et solidaire des manifestations organisées en cette journée du 11 novembre, insiste quant à lui pour dire que la priorité doit être accordée au plus grand financement des garderies. La nouvelle politique, à cause justement de sa très grande popularité, crée un goulot d'étranglement, incapable de concilier hausse de la demande, maintien d'un personnel qualifié et gel du financement. «Le gouvernement se doit d'augmenter le financement pour nous permettre de conserver des éducatrices compétentes. Aux conditions actuelles, on risque de les perdre.»



Chantal Groulx

Même discours de solidarité de la part de Chantal Groulx, directrice de la garderie: «Si je suis habillée en noir aujourd'hui, c'est parce que je suis solidaire des filles. En garderie, parents, directrice et travailleuses poursuivent un même objectif: la qualité de vie des enfants.» Selon elle, le problème se fait encore plus criant dans l'Outaouais. Le salaire en Ontario est pratiquement le double, aggravant d'autant le problème de fuite des compétences formées au Québec.

En portant le deuil ce 11 novembre, les travailleuses en garderie ont voulu se rappeler à la mémoire des candidats et prendre leur place dans la campagne électorale.

Journée nationale sur l'éducation

Après le débat télévisé des chefs... le vrai débat sur l'éducation ?

Henri Goulet

Enfin, un débat. Un vrai. Tous les ingrédients étaient rassemblés. Une salle prête à participer à un match de calibre professionnel. Trois protagonistes venus pour lancer des prises. En principe. Paradoxalement, entre la ministre de l'Éducation, Pauline Marois, Henri-François Gautrin, candidat libéral, et Gérald Larose, la première étoile revient sans contredit au président de la CSN. Malgré une présence très limitée au bâton.

Se référant à l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, il a tenu à préciser que depuis 1948, l'éducation pour tous est devenue un droit et non plus un simple privilège, comme ce fut trop longtemps le cas au Québec. Mais depuis le début de la campagne électorale, c'est plutôt avec tiédeur que les élus ont démontré leur conviction que l'application de ce droit revient incontestablement à l'État.

De toute évidence, les frustrations s'accumulent dans le monde de l'éducation. Caroline Senneville, de Limoilou, a demandé s'il n'y avait pas un lien à faire entre la baisse de la qualité de l'éducation, après toutes ces compressions, et le décrochage et l'échec. Une



Henri-François Gautrin, Pauline Marois, Normand Baillargeon et Gérald Larose.

jeune chargée de cours de cégep, visiblement déçue du discours des élus, a exhorté Gérald Larose à défendre l'éducation auprès du prochain gou-

vernement: «Comme on le fait dans nos cours, il va falloir que vous répétiez et répétiez. Vous allez voir, il arrive des fois que ça marche!»

Un peu ébranlée par la diatribe, Mme Marois a finalement reconnu l'urgence de se pencher sur l'avenir du réseau collégial. Par contre, en se montrant intraitable sur les grandes orientations du Parti libéral, dont les indicateurs de performance, l'autonomie des collèges, la compétition entre les établissements et la réduction de la taxe sur le capital, Henri-François Gautrin ne s'est pas fait beaucoup d'amis dans l'assemblée.

Seule promesse nouvelle de la soirée: une chronique sur la dure réalité des employé-es du soutien scolaire de la part de l'animateur Normand Baillargeon. Top chrono, M. l'animateur.

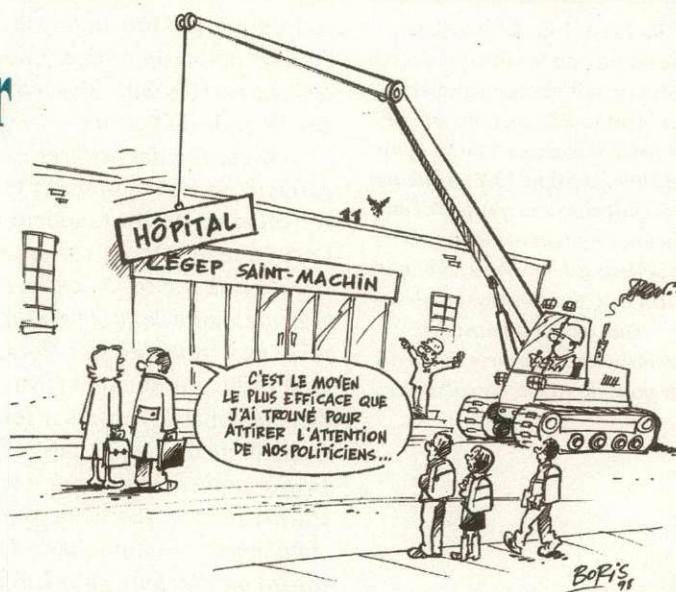
Compressions en éducation

Il est temps de renverser la vapeur!

Avec des compressions qui ont atteint 1,9 milliard de dollars, on ne peut que craindre pour la capacité de notre système d'éducation de résister. Tant dans les cégeps que dans les commissions scolaires, cela a entraîné des diminutions de services, parfois leur quasi-disparition. «Le réseau de l'éducation a été amputé de plus de 20 pour cent de son budget. Il est temps de renverser la vapeur», a affirmé Gérald Larose, président de la CSN, au cours d'une conférence de presse.

Depuis plusieurs années, le personnel de l'éducation a pourtant continuellement été mis à contribution quand il a été question d'introduire des réformes. Pour Ginette Guérin, présidente de la FEESP, la situation s'est dégradée au point où la motivation des gens en souffre dangereusement.

Pierre Patry, président de la FNEEQ, a lui aussi sonné l'alarme: «Les compressions ont touché lourdement l'enseigne-



ment supérieur. Avec les intentions annoncées par les deux partis, comment peuvent-ils prétendre poursuivre des objectifs de réussite?»

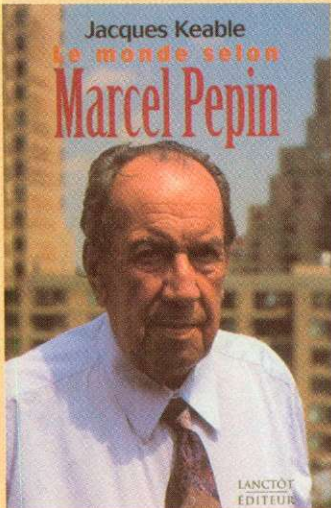
R.D.

Le monde selon Marcel Pepin de Jacques Keable*

Un portrait en forme d'hommage

Lucie Laurin

L'homme l'impressionnait depuis toujours. Un personnage solide, cohérent, fidèle à lui-même. Quelqu'un qui ne s'est jamais trahi malgré le temps qui passe, le pouvoir, les honneurs. Un jour, il a décidé d'écrire un livre sur lui, qui est devenu une forme d'hommage.



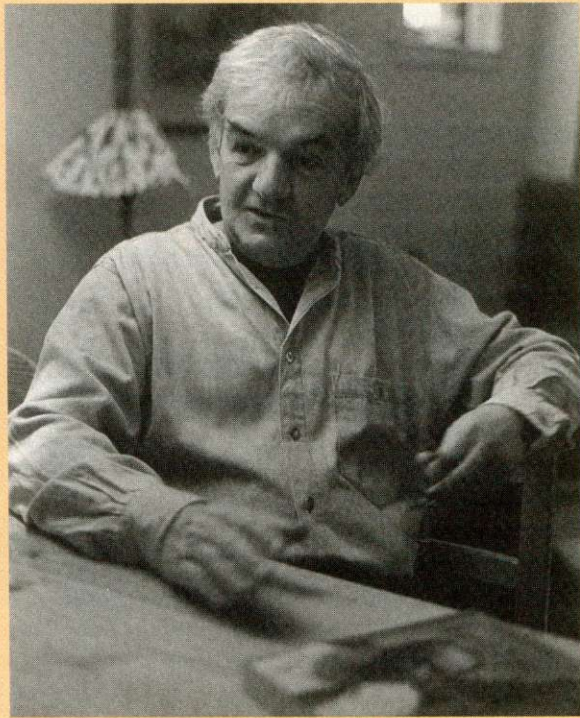
«**C**e n'est pas une biographie, c'est un portrait, s'empresse de préciser Jacques Keable. J'avais d'abord pensé à une biographie; mais j'ai vite pris conscience de ma naïveté. Cela voulait dire faire le tour du rayonnement du personnage, ne rien oublier, tout dire de lui. Ce n'était pas vraiment cela qui m'intéressait...»

Ce qu'il voulait, c'était faire connaître et partager sa fascination pour un homme, Marcel Pepin, remarquable de fidélité à ses idéaux, un homme dont la colère contre l'injustice, après plus de soixante-dix ans, n'a toujours pas tiédi, un homme irrémédiablement à gauche parce qu'il ne saurait être ailleurs! Sinon, il marcherait à côté de ses pompes! Il serait étranger à lui-même, écrit-il affectueusement.

Faire le portrait de quelqu'un, c'est choisir la lumière, l'angle, les couleurs, les matériaux, dans une démarche foncièrement subjective. Jacques Keable a choisi de peindre en Marcel Pepin l'homme d'une cause, le syndicalisme, à laquelle il adhéra depuis l'enfance et qu'il défendit magnifiquement.

Un seul chemin, tout droit

Et cette cause, quel meilleur moyen que de le laisser la plaider lui-même. Sa parole est franche et sans détour. Quand on a, comme lui, opté pour la classe ouvrière, celle dont il tire



Jacques Keable

ses origines et à laquelle il n'a jamais cessé de s'identifier, il n'y a pas mille chemins à emprunter: la voie s'ouvre devant, et elle est toute droite.

Au fil des pages s'esquisse puis se précise, sous la plume habile de Jacques Keable, le portrait du redoutable négociateur. Fin, rusé, et sans compromis à la fois. Des trucs, oui, des techniques, mais la force surtout, une force massive faite d'une adhésion totale aux demandes des travailleurs et d'une volonté infatigable de gagner le combat pour eux. Car Marcel Pepin négociateur est un combattant.

L'écouter parler de sa vie militante, c'est aussi voyager à l'intérieur de la CSN. L'auteur y découvre des contradictions qu'il ne soupçonnait pas: «Je pensais la CSN monolithique sur une question comme le droit de grève dans le secteur public, par exemple. C'est tout le con-

traire.» Les longs entretiens, enfin, au cours desquels Marcel Pepin livre ouvertement sa pensée, dévoileront des perspectives inédites, parfois peu flatteuses, sur quelques militants qui ont écrit l'histoire quotidienne de la CSN.

Un dur ?

En pénétrant dans l'intimité d'un personnage qui fut l'un des grands présidents de la CSN, Jacques Keable n'a pas eu de surprise. Ce qui l'impressionnait le plus de l'extérieur, cette conviction ferme et droite, ce préjugé en faveur du monde ordinaire, l'homme n'y a jamais dérogé, il a pu le vérifier à tout instant.

Comme il a pu vérifier que Marcel Pepin n'est pas cet être dur que l'on pense, même s'il aime parfois s'en donner l'air. Ainsi l'auteur réplique-t-il en ces termes à la déclaration de Pepin qu'il vaut mieux être respecté que vouloir, à tout prix, être aimé: «Ce disant, le vieux renard négociait probablement encore un peu et plaçait ses pièges: il appelait une réplique qui lui dirait qu'on peut à la fois être respecté et aimé, ces deux sentiments ne s'excluant pas nécessairement, ce dont il est, aux yeux de plusieurs, le parfait exemple.»

Comme il a pu vérifier que Marcel Pepin n'est pas cet être dur que l'on pense, même s'il aime parfois s'en donner l'air. Ainsi l'auteur réplique-t-il en ces termes à la déclaration de Pepin qu'il vaut mieux être respecté que vouloir, à tout prix, être aimé: «Ce disant, le vieux renard négociait probablement encore un peu et plaçait ses pièges: il appelait une réplique qui lui dirait qu'on peut à la fois être respecté et aimé, ces deux sentiments ne s'excluant pas nécessairement, ce dont il est, aux yeux de plusieurs, le parfait exemple.»

* Journaliste pigiste, Jacques Keable a déjà été conseiller syndical à la FNC-CSN. Son parcours l'a conduit, entre autres, à La Presse, Québec-Presse, Le Jour et Radio-Canada.

Coalition féministe

Des services sociaux et de santé qui répondent aux attentes des femmes

Michel Rioux

En chantier depuis plus de deux ans, le *Cahier de revendications pour des services sociaux et de santé adaptés aux attentes des femmes* a fait l'objet d'un lancement public, le 13 novembre. Ce cahier de revendications est endossé par quinze associations et groupes de femmes et par les centrales syndicales.

Voulant profiter de la campagne électorale, la Coalition féministe a dénoncé le mutisme des partis politiques sur les effets du virage ambulatoire sur la vie et la santé des femmes. Utilisatrices de services, aidantes naturelles et travailleuses, les femmes ont en effet, plus que personne, subi les contrecoups des compressions et bouleversements qu'ont connus ces dernières années les services sociaux et de santé. Extrêmement complet et documenté, le cahier de revendications fait ressortir une évidence: le gouverne-

ment doit cesser de faire porter sur les épaules des femmes un virage ambulatoire où elles ont été fortement mises à contribution, mais sans jamais avoir été consultées.

La coalition s'est aussi élevée contre l'instauration d'un système de santé à deux vitesses, axé sur les cliniques privées. Elle demande de plus que les lois du travail soient adaptées aux nouvelles réalités, pour tenir compte des nouvelles responsabilités parentales et sociales amenées par la transformation du réseau.



Lise Lamontagne, du Réseau d'action pour la santé des femmes et Michèle Asselin, de l'IR des centres de femmes, ont livré le message de la Coalition féministe.

Chauffeurs de la STCUQ

Prêts pour la grève!

Michel Crête

Dans la nuit du 13 au 14 novembre, les chauffeurs d'autobus de la Société de transport de la communauté urbaine de Québec (STCUQ) ont voté à 96 pour cent en faveur du déclenchement de la grève générale au moment jugé opportun.

Depuis l'échéance de la convention collective, le 30 juin 1997, les 700 chauffeurs ont subi une diminution de revenus de six pour cent à la suite des compressions budgétaires du gouvernement, au début de l'année. Aussi, dans le cadre d'un contrat d'une durée de deux ans, revendiquent-ils un redressement salarial de huit pour cent: le salaire maximum des chauffeurs d'autobus de la région de Québec atteindrait

ainsi la parité avec celui de leurs collègues de Montréal, passant de 18,39 \$ à 19,99 \$ l'heure. La STCUQ propose plutôt une convention de cinq ans assortie d'augmentations de salaire totalisant 6,5 pour cent.

Les chauffeurs veulent aussi améliorer leurs régimes d'assurance collective et de retraite. Ils souhaitent toujours voir diminuer le nombre de chauffeurs qui font des journées de travail de 11 à 12 heures.

«Les chauffeurs d'autobus ne sont pas de bonne humeur! Ça prend du temps avant d'en arriver à un règlement satisfaisant avec la STCUQ. Et les offres patronales sont insuffisantes», résume le président du syndicat des chauffeurs, Normand Charbonneau. À ce jour, une soixantaine de rencontres de négociation ont eu lieu. Un conciliateur et un médiateur-facilitateur assistent les deux parties.



Normand Charbonneau

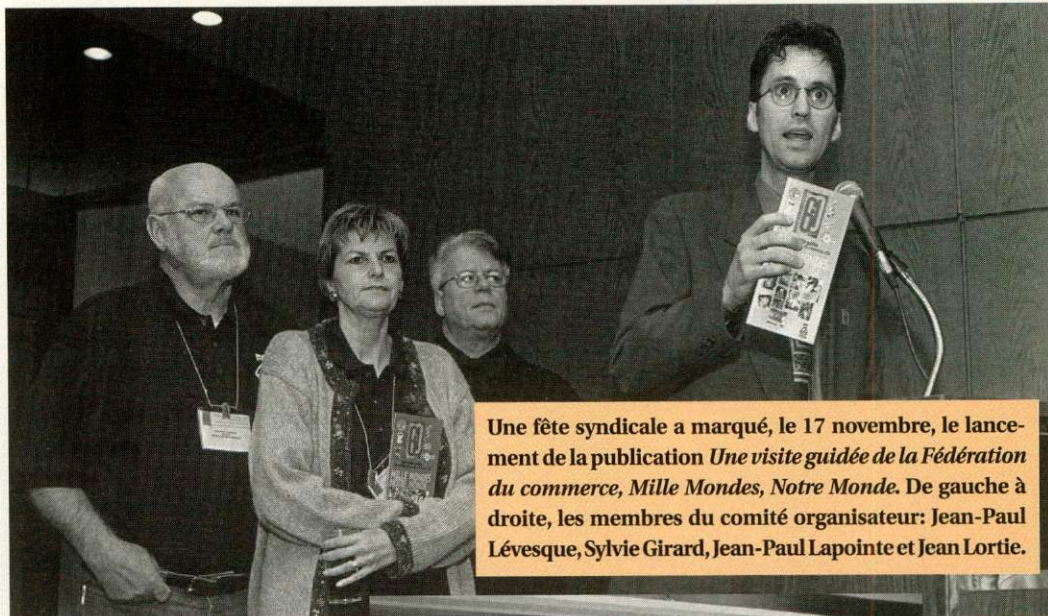
La Fédération du commerce fête son monde

Michel Rioux

Arrivée à son 60^e anniversaire, la Fédération du commerce compte parmi les organismes les plus anciens de la CSN. Mais par sa composition, on peut dire de cette fédération qu'elle est parmi les plus jeunes de la centrale. Tout cela a été souligné en grand récément à l'occasion d'un conseil fédéral au cours duquel Jean Lortie a succédé à la présidente Lise Poulin, élue secrétaire générale du mouvement.

C'est beaucoup de monde, la Fédération du commerce: 28 000 membres. C'est mille mondes aussi, comme le dit un guide de cette fédération publié à cette occasion. C'est mille mondes, mais c'est surtout notre monde: le monde de l'hôtellerie et de la restauration, le monde des viandes rouges, de la volaille et de l'alimentation, le monde des caisses populaires et des assurances, le monde des entrepôts et des magasins, le monde du textile, du vêtement et de la chaussure.

C'est cette diversité, en même



Une fête syndicale a marqué, le 17 novembre, le lancement de la publication *Une visite guidée de la Fédération du commerce, Mille Mondes, Notre Monde*. De gauche à droite, les membres du comité organisateur: Jean-Paul Lévesque, Sylvie Girard, Jean-Paul Lapointe et Jean Lortie.

me temps que la générosité qui caractérise ces syndicats, qu'a soulignées Lise Poulin dans ses adieux. «*Notre monde est généreux comme sait l'être le monde qui connaît le prix à payer pour améliorer ses conditions d'existence. Notre monde est généreux parce qu'il n'a pas encore eu le temps d'oublier les conditions qui étaient les siennes avant que l'action collective ne vienne les améliorer.*»



Les délégués-és ont pu visiter une exposition de documents qui ont marqué l'histoire de leur fédération.

Conseil central de l'Outaouais

Manifestation d'indignation au Parc Jacques-Cartier

Henri Goulet

Dans le cadre du 62^e Congrès du Conseil central de l'Outaouais, tenu à Gatineau du 11 au 14 novembre, les quelque 75 délégués syndicaux ont tenu à commémorer les événements du 15 février 1996 alors que Jean Chrétien faisait le matamore à l'endroit de Bill Clennett, ce militant de Hull opposé à la réforme de l'assurance-chômage.

Le vol de la caisse de l'assurance-emploi par le gouvernement fédéral a été la principale cible du vice-président Roger Valois, qui a harangué une foule de plus de 150 personnes rassemblées au Parc Jacques-Cartier, à Hull. «*Ce fut une manifestation pacifique, de dire Michel Quijada du conseil central, puisque Jean Chrétien n'y était pas!*»

La présidente sortante, Phyllis O'Dwyer, a rappelé les luttes importantes menées dans la région au cours des

trois dernières années, Zellers à Aylmer, la Scierie Grand Remous, les employé-es de la

santé du Pontiac, entre autres, ainsi que la grande victoire CSN chez les employé-es de



Photo Sylvain Marier

soutien de la Commission scolaire d'Aylmer. Avec le mot d'ordre lancé au congrès, *As-tu ton contact?*, la syndicalisation a constitué la pièce de résistance au menu du congrès.

Le congrès a aussi procédé à l'élection d'un nouvel exécutif. Lynn Chamberland devient présidente et Lorraine Lafrance occupe maintenant le poste de vice-présidente à la condition féminine. Trois nouvelles personnes ont été élues au comité exécutif: Line Kelly au secrétariat général, André Latreille et Stéphan Dufour. Michèle Hotte et Michel Quijada ont été réélus à leurs postes respectifs à la formation et aux campagnes.

En 29 façons, la manière CSN de réduire le temps de travail

Claude Saint-Georges

Les syndicats de la CSN ont fait preuve de beaucoup d'ingéniosité pour réduire le temps de travail et contribuer ainsi à créer de l'emploi. C'est ce que démontre une recherche menée par deux universitaires de l'École des relations industrielles de l'Université de Montréal, Jean Charest, professeur adjoint, et Jean-Marc Thibault, étudiant à la maîtrise, et dont le résultat vient d'être publié.*

Il s'agit d'un recueil de cas constitué à partir de l'expérience des syndicats au cours des dernières années, particulièrement depuis le congrès de la CSN de 1994, dont le thème était *Le travail autrement... un choix de solidarités*, et qui situait la réduction du temps de travail comme une des pièces d'une stratégie globale et articulée en faveur de l'emploi.

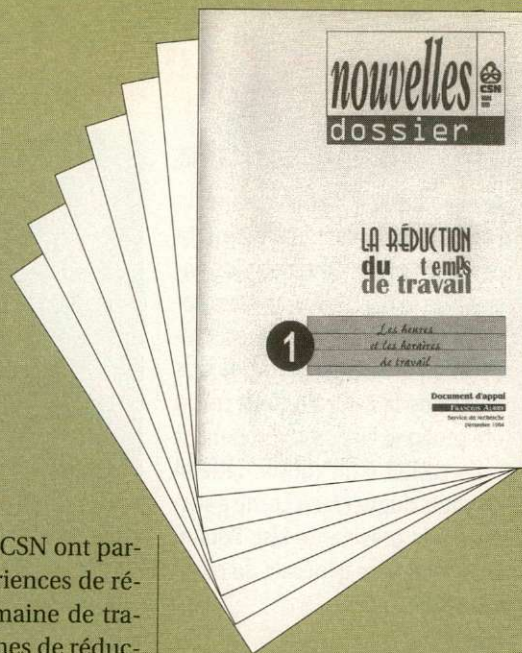
Conçu comme un outil de référence et rédigé dans un langage accessible, le document de MM. Charest et

Thibault révèle que les syndicats de la CSN ont fait montre de créativité et qu'ils ont traduit en initiatives concrètes l'objectif que s'était donné le congrès de la CSN.

Les deux auteurs ont visé par leur étude à faciliter la diffusion d'expériences de réduction de temps de travail pour encourager d'autres réalisations et soutenir l'ingéniosité qui caractérise les syndicats membres d'une organisation comme la CSN.

L'étude documente 22 cas

où des syndicats CSN ont participé à des expériences de réduction de la semaine de travail et autres formes de réduction du temps de travail, et sept cas où ils ont contribué à l'élaboration de programmes de préretraite. Les cas sont présentés sous la forme de fiches descriptives permettant de repérer le milieu de travail concerné, de décrire la mesure adoptée pour réduire le temps de travail et d'évaluer les effets de la mesure.



La CSN a publié sept *Nouvelles CSN dossier* sur la réduction du temps de travail.

Syndicat de Barry-Callebaut

Le syndicat des salariés de l'usine Barry-Callebaut de Saint-Hyacinthe, affilié à la Fédération du commerce, qui fabrique du chocolat, a négocié pour les employés de l'équipe de semaine le passage d'un horaire de 40 heures de travail sur cinq jours à un horaire de 36 heures réparties sur quatre jours. La réorganisation des horaires de travail, parallèlement à l'accroissement des activités facilité par le fonctionnement de l'entreprise sur une base continue, a contribué à la création d'une quarantaine d'emplois.

Syndicat des cols bleus de Gatineau

La Ville de Gatineau et le syndicat des cols bleus (FEESP-CSN) ont négocié un programme de préretraite à l'occasion des négociations de 1997-1998. C'est ainsi que 20 employés ont pu bénéficier d'une préretraite, tous ces travailleurs bénéficiant d'une année

de salaire comme prime de départ. L'objectif du programme était d'éviter des mises à pied chez les cols bleus de la Ville de Gatineau. Dans les faits, aucune mise à pied n'a été nécessaire pour atteindre l'objectif de réduction de la masse salariale de six pour cent.



* On peut se procurer la recherche de Jean Charest et Jean-Marc Thibault au Service de la documentation de la CSN, téléphone (514) 598-2151, télécopieur (514) 598-2029.



Il faut assurer l'avenir des Industries Davie

Michel Crête

«Nous n'avons pas renoncé à sauver les Industries Davie. L'avenir du chantier de Lévis passe par un changement de propriétaire. Il faut que l'État québécois intéresse des compagnies de calibre mondial afin que nous conservions notre positionnement international.»

C'est ce que le président de la CSN, Gerald Larose, a déclaré aux travailleurs des Industries Davie (MIL Davie), au cours d'une réunion de plus de trois heures au Cégep de Lévis, le dimanche 15 novembre.

Des travailleurs inquiets comme jamais: de nouvelles tuiles viennent de tomber sur les Industries Davie, propriété de Dominion Bridge Corporation. Rappelons qu'Industries Davie, en situation précaire, s'est placée sous la protection de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité.

Première tuile

Le 4 novembre, le gouvernement du Québec, à la suite de pressions exercées par la CSN et le syndicat, s'engageait par écrit auprès du sous-traitant Petrodrill à garantir auprès d'institutions financières jusqu'à 50 pour cent des prêts pour lui permettre d'effectuer les travaux des plates-formes

pétrolières Amethysts 2 et 3, destinées à la société brésilienne Petrobrass. Donc, des garanties de prêts de 185 millions \$.

Mais le lendemain 5 novembre, on apprend qu'American Eco, contractant des plates-formes, et Petrodrill mettent fin aux contrats des Amethysts, que devait réaliser Industries Davie. Première tuile pour le chantier naval.

À la CSN, à Québec et à Ottawa, on décide d'offrir à Petrobrass les mêmes avantages qu'à Petrodrill. Pourquoi? Il semblerait que le Brésil a besoin de ces plates-formes afin de produire à moindre coût le pétrole pour son marché local.

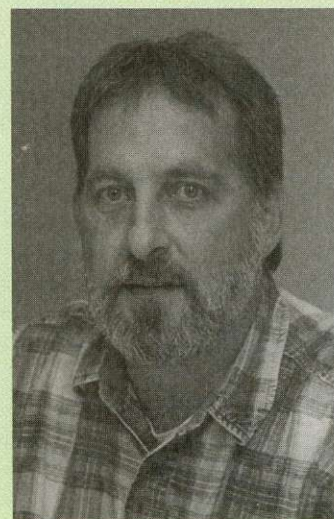
Deuxième tuile

Mais un malheur ne vient jamais seul. À la mi-novembre, on apprend que Petrobrass et Maritima (une des composantes de Petrodrill) pourraient être accusées de fraude en vertu des

lois brésiliennes. Une entente illégale serait survenue entre les soumissionnaires pour les travaux de construction d'une plate-forme de forage pétrolier pour le Portugal.

Conséquence: les travaux des Amethysts 2 et 3 sont interrompus pour une période indéterminée.

C'est dans ce contexte d'anxiété et d'insécurité que les travailleurs des Industries



Richard Gauvin, président du syndicat: «Nos efforts visent à sauver les Industries Davies et à éliminer à tout jamais l'insécurité pour les travailleurs et leurs familles.»

Davie demandent au gouvernement du Québec de créer une mission économique et politique de haut niveau en vue de prospecter et d'intéresser des sociétés de calibre mondial à se porter acquéreur d'Industries Davie. Cette «équipe choc», semblable à celle mise sur pied pour sauver Kenworth, pourrait être composée du président de la CSN, du vice-premier ministre du Québec, du président d'Investissements Québec, de spécialistes de l'industrie pétrolière et maritime, etc.

Les partis politiques

À cette fin, le président de la CSN et les travailleurs rencontreront prochainement le premier ministre Lucien Bouchard, puis le chef du Parti libéral du Québec, Jean Charest. «Il n'est pas question pour nous de seulement boucler les opérations en cours: il faut que l'avenir des Industries Davie soit assuré. Il importe donc d'intéresser des entreprises qui vont amener régulièrement des contrats», a conclu le président de la CSN.



Ouragan Mitch La CSN fait sa part

Pour venir en appui aux victimes de l'ouragan Mitch en Amérique centrale, la CSN a versé 10 000 \$ à SUCO. En réunion à Montréal le 9 novembre, 250 délégués au Conseil confédéral de la centrale ont répondu à l'appel lancé par des organisations non-gouvernementales (ONG) québécoises en vue d'aider les populations sinistrées au El Salvador, au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua. La CSN militera au sein d'une coalition de syndicats et d'organismes de coopération internationale favorable à l'annulation de la dette extérieure de ces pays d'Amérique centrale. À ce jour, Mitch a laissé trois millions de personnes sans abri, des dizaines de milliers

d'autres ont disparu et on compte de nombreux blessés et morts. La faim et les épidémies menacent également les populations.

Accueillis par le président de la CSN Gérald Larose dans les locaux de la centrale à Montréal, des organismes de coopération internationale ont lancé un appel, le 5 novembre, pour aider les victimes de l'ouragan Mitch en Amérique centrale. Sur notre photo, le représentant des œuvres du Cardinal Léger, René Lacoste, le président Gérald Larose de la CSN, le directeur de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale, Gervais L'Heureux, et Suzanne Guay, de SUCO.

M.C.

IGA de Donnacona

Onze mois de résistance pour un bon règlement

Tout juste avant Noël, le 1^{er} décembre 1997, les 35 syndiqué-es du marché d'alimentation IGA de Donnacona optaient pour la grève afin de contester des offres patronales jugées inacceptables, dont la signature d'une convention collective d'une durée de cinq ans. Avant le conflit, le salaire horaire était d'un maigre 6,80 \$ l'heure et le propriétaire s'obstinait à ne pas reconnaître l'ancienneté dans l'attribution du travail.

Après 11 mois de résistance, la ténacité a finalement porté fruits. Les employé-es ont obtenu la reconnaissance de l'ancienneté pour le choix de leur horaire de travail avec, en prime, la tête d'un propriétaire qui a poussé l'audace jusqu'à se prévaloir de la loi sur la faillite pour briser le syndicat. Appuyés financièrement par le Syndicat national des travailleurs des pâtes et papiers de Donnacona (CSN), les grévistes ont été en mesure de décrocher la parité avec les autres salariés de l'industrie. Cette solidarité exemplaire a permis un rattrapage majeur, surtout pour les employé-es à temps partiel qui bénéficient à présent de congés de maladie, tout comme les autres syndiqué-es de ce secteur.

H.G.

Économie sociale

C'est un rendez-vous

Ceux et celles qui sont engagés activement dans l'économie sociale ou qui la soutiennent d'une façon ou d'une autre sont invités au *Rendez-vous de l'économie sociale et solidaire*. Organisée dans le but de faire en sorte que l'économie sociale devienne aussi une économie solidaire, cette rencontre réunira pour la première fois des mouvements, des regroupements et des secteurs, des entreprises et des associations qui, chacun de leur côté et à leur façon, participent à l'économie sociale.

Des témoignages se-

ront entendus, qui serviront à compléter et approfondir le texte de l'*Appel pour une économie sociale et solidaire*, signé par une centaine de personnes puis repris et discuté dans divers milieux. La rencontre se déroulera de 9 h à 16 h 15 le vendredi 11 décembre à la salle Marie-Gérin Lajoie du pavillon Judith-Jasmin de l'UQAM.

Information: téléphone (514) 987-3000, poste 4721; télécopieur (514) 987-4494; courriel nps@uqam.ca

L.L.

Équité salariale La CSN fera la chasse aux tricheurs

La CSN demande au gouvernement et aux employeurs du secteur privé de ne pas déposer de rapport devant la Commission de l'équité salariale d'ici le 21 novembre dans le but de se soustraire à l'application des règles prévues par la loi. La loi prévoit que les employeurs ont jusqu'au 21 novembre 1998 pour déposer, devant la Commission de l'équité salariale, un rapport qui fait état de leurs travaux dans leur entreprise. Si ce programme est jugé conforme à la loi, les employeurs seront soustraits à l'application de la loi. «La CSN scrutera à la loupe les rapports que les entreprises auront déposés et pourfendra tout employeur qui maintiendra la discrimination salariale à l'égard des femmes. Le gouvernement doit donner l'exemple au secteur privé en faisant preuve de bonne volonté et en cherchant à s'inscrire dans un processus de négociation pour atteindre l'équité salariale», a déclaré la vice-présidente Claudette Carbonneau.

J.R.

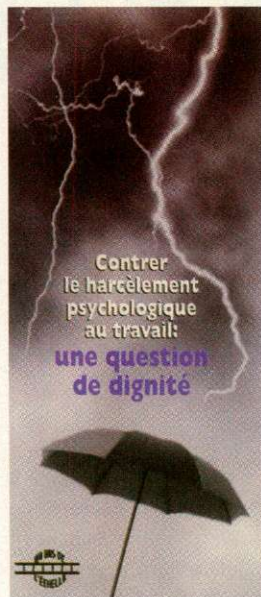
Tout sur les négos
du secteur public:
<http://www.csn.qc.ca/SPNegos98/SP98FrSet.html>



Halte au harcèlement psychologique

Constatant que plus du tiers des dossiers ouverts suite à des plaintes de travailleuses et de travailleurs concernaient le harcèlement psychologique, l'organisme de défense des non-syndiqués Au bas de l'échelle a produit un guide qui vise à informer les personnes aux prises avec ce problème.

Pour l'organisme, le harcèlement psychologique au travail est le résultat de toute action portant atteinte, par sa répétition ou sa gravité, à la dignité ou à l'intégrité de la personne, ainsi que l'explique la porte-parole Esther Pa-



quet. Au bas de l'échelle a aussi demandé au ministre du Travail Mathias Rioux de mettre sur pied un comité chargé

d'étudier ce problème en vue d'apporter des solutions concrètes.

Dans le dossier remis à la presse, Au bas de l'échelle a mis en évidence le cas de plusieurs travailleuses victimes de ce type de harcèlement, qui frappe surtout des femmes occupant des emplois moins bien rémunérés.

La brochure est disponible au 6839A, rue Drolet, bureau 305, Montréal, Québec, H2S 2T1, téléphone: (514) 270-7878.

L.L.



Communautés culturelles Le syndicat, ça vous regarde, vous aussi

Une cinquantaine de personnes issues des communautés culturelles et membres de différents syndicats de la CSN ont participé, dans le cadre de la Semaine québécoise de la citoyenneté, au souper-causerie organisé par les deux comités de la CSN et du Conseil central du Montréal-Métropolitain qui s'occupent des questions d'immigration et des relations interculturelles. Les participants étaient invités à poser des questions au prési-

dent de la CSN, Gérald Larose, et au président du conseil central, Arthur Sandborn, et à émettre leur opinion sur la place des personnes issues des communautés culturelles dans un syndicat, dans la CSN, de même que sur les diverses prises de position de la CSN. On leur demandait aussi de proposer des pistes de solution pour améliorer la situation. À la fin de la soirée, l'intérêt était manifeste pour répéter l'expérience.

R.B.

Bouclez votre budget !

Vouée depuis plus de vingt-cinq ans au soutien de ceux et celles qui ont du mal à boucler leur budget, la Fédération des ACEF du Québec vient de publier une nouvelle édition de *Budget sur mesure*. Ce guide, qui propose une méthode budgétaire simple et efficace pour reprendre le contrôle de ses finances personnelles, est conçu pour un an avec ses 52 pages de grilles budgétaires. On peut se le procurer au coût de 5 \$ ou le commander par la poste en envoyant un chèque ou mandat-poste de 7 \$ (incluant les frais d'envoi) à l'ACEF la plus près de chez soi.

Information: (514) 271-7004.

Personnes handicapées Plus de 200 activités

La troisième édition de la Semaine québécoise des personnes handicapées, du 3 au 9 décembre, sera marquée par la présentation de plus de 200 activités.

Qu'elles soient nationales ou régionales, ces activités cherchent à atteindre le plus grand nombre de Québécoises et de Québécois afin de les sensibiliser aux besoins des personnes ayant des limitations fonctionnelles et en particulier à leur aspiration à intégrer le marché du travail.

Le thème de la semaine «L'accès : c'est

l'autonomie... Tout le monde y gagne» est notamment un appel à s'assurer que les personnes handicapées reçoivent les services reliés à la formation professionnelle, à la recherche d'emploi, à l'adaptation des postes de travail ainsi qu'à leur maintien en emploi.

La semaine est organisée par l'Office des personnes handicapées (OPHQ), dont le rôle est la promotion des intérêts des 900 000 Québécoises et Québécois qui vivent avec un handicap. La CSN est représentée au comité organisateur.

C. S.-G.



Sœurs des Saints Noms Plus de 5000 infractions !

Du jamais vu! La CSN vient de déposer au Tribunal du travail 5181 constats d'infraction contre les Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie d'Outremont, qui contreviennent aux dispositions antibiseurs de grève du Code du travail. Un enquêteur a remis un deuxième rapport accablant contre la congrégation qui, depuis le lock-out, le 15 janvier dernier, a constamment eu recours à des scabs pour remplacer les 180 employées de sa maison-mère d'Outremont. Il peut lui en coûter très cher: des amendes de 50 \$ à 1000 \$ par infraction commise chaque journée ou partie de journée sont prévues.

La communauté reli-

gieuse a imposé un lock-out dans l'espoir de signer un contrat de travail lui permettant de recourir librement à du personnel non syndiqué et à des sous-traitants, au détriment des emplois syndiqués. Les sœurs ont aussi congédié une centaine de travailleuses. Le salaire horaire moyen était de 13 \$ l'heure. Mais 66 pour cent des syndiquées travaillaient 25 heures par semaine seulement.

Un médiateur vient d'être affecté au dossier.

M.C.

Faites lire
Nouvelles CSN

Des syndicats en conflit vous envoient Nouvelles CSN

Les membres en lock-out du Syndicat de la Maison-mère des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie (FSSS-CSN) ont participé à l'envoi de ce numéro de *Nouvelles CSN*.

B i e N v E n u e



LE FRANÇAIS AU TRAVAIL ÇA S'IMPOSE

1. Corriger les fautes

a) Peut-on dire que les systèmes de santé et d'éducation seraient définitivement mieux traités avec les libéraux qu'avec les péquistes?

b) Le débat des chefs n'était que la semi-finale de la campagne électorale au Québec. La bataille décisive aura lieu le 30 novembre.

Réponse. a) Sûrement pas. Sans vouloir s'ingérer dans la campagne électorale, il faut savoir que *définitivement* n'a qu'un seul sens: il signifie qu'une action est terminée d'une manière définitive. En anglais, « definitely » veut dire certainement, sans aucun doute, certes ou nettement. L'emploi du mot *définitivement* dans ce sens en français constitue donc un calque de l'anglais à éviter.

b) Demi-finale. *Semi-* est surtout utilisé dans le vocabulaire technique (une semi-consonne, l'os semi-lunaire) alors que *demi-* relève plutôt de la langue courante et commerciale. Rappelons qu'au pluriel, le préfixe *demi-* est invariable, comme dans des demi-journées.

2. Quelle est la bonne préposition à utiliser ?

Compléter chacune des phrases suivantes par la préposition qui convient (ainsi que par l'article, au besoin). Vous avez le choix entre à, après, avec, contre, dans, en, par, pour, sous et sur.

a) Elle siège _____ plusieurs conseils d'administration.

b) Il y a un télécopieur _____ l'étage.

c) Il est en colère _____ moi.

d) C'est toujours _____ eux qu'on attend.

e) Il n'est pas responsable _____ cette erreur.

f) Il n'est jamais libre _____ semaine.

Réponses. a) à; b) à; c) contre; d) pas de préposition; e) de; f) en.

3. Utiliser les termes appropriés

Au cours des semaines qui viennent, en plus des élections, on n'a pas fini d'entendre parler _____.

a) de la température; b) du temps qu'il fera.

Réponse. *Du temps qu'il fera.* Quand on veut parler des changements atmosphériques en un lieu et à un moment donné, c'est le mot *temps* qui convient. Température indique seulement le degré de froid ou de chaleur.

4. Les métiers, fonctions et autres, au féminin.

Annoncer, balayeur, camionneur, charpentier, magistrat, pupitreur, sapeur, vainqueur, zingueur.

Réponse. Annonceuse ou annonceuse, balayeuse, camionneuse, charpentière, magistrate, pupitreuse, sapeuse, vainqueur, zingueuse.

Robert Boucher

Holiday Inn Sinomonde

Une centaine d'employé-es de l'hôtel Holiday Inn Sélect Gestion Sinomonde, dans le quartier chinois à Montréal, ont décidé, au début du mois de novembre, de faire partie d'un syndicat affilié à la CSN. Tout comme des milliers d'autres travailleuses et travailleurs de l'industrie hôtelière l'ont fait par le passé, ils ont délaissé la moribonde section locale 31, section réputée pour ses pratiques douteuses, pour adhérer à la démocratique CSN. Au printemps prochain, le nouveau syndicat devrait rallier une trentaine d'autres syndicats qui renouvelleront leur convention collective lors de la ronde triennale des négociations coordonnées et regroupées par la Fédération du commerce de la CSN.

Duopac

À l'emploi du fabricant de bouteilles et de contenants de plastique Duopac de Pointe-Clair, dans la région métropolitaine, quelque 100 travailleuses et travailleurs ont aussi adhéré à un syndicat affilié à la CSN, en novembre. Avant de choisir notre centrale, ils étaient regroupés au sein d'un syndicat indépendant.

Cafétéria «Royal Vic»

Au Centre hospitalier Royal Victoria, à Montréal, les 20 employé-es de la cafétéria ont dit OUI à la CSN. Les employé-es généraux de l'hôpital font partie depuis quelques années déjà d'un syndicat affilié à notre centrale syndicale.

Garderie

Mon petit Édouard

En cette année de négociation, les neuf travailleuses de la garderie Mon petit Édouard, du Cégep Édouard-Montpetit, à Longueuil, ont fait le saut à la CSN.

Prévention du suicide

À Québec, la CSN a aussi déposé une requête en accréditation syndicale dans le but de représenter une vingtaine de salarié-es du

Centre de prévention du suicide, sur le boulevard Sainte-Foy, qui, auparavant, étaient représentés par un syndicat indépendant.

Accrédités

Les syndicats suivants ont vu confirmer leur affiliation à la CSN: Aliments Vermont à Princeville; Municipalité de Saint-Charles-de-Drummondville; Autobus Dion à Windsor, en Estrie.

Michel Crête

Nouvelles commissions scolaires Trois autres syndicats choisissent la CSN

Les 3669 membres du personnel administratif de la Commission scolaire de Montréal, les 310 employé-es de soutien de la Commission scolaire du Fleuve et des Lacs et les 304 de la Commission scolaire des Hauts-Bois de l'Outaouais seront représentés par la CSN.

Avec l'adhésion de ces nouveaux membres, la CSN représente, dans les nouvelles commissions scolaires, 13 503 membres répartis dans 25 syndicats. En date du 15 novembre, la CEQ représentait 3031 membres dans 7 syndicats, le SCFP 4168 membres dans 8 syndicats et la FISA 1000 membres dans deux syndicats. Rappelons que les votes d'allégeance syndicale se dérouleront jusqu'au 31 janvier 1999 dans les nouvelles commissions scolaires.

J.R.

Vous connaissez quelqu'un qui veut en finir avec l'injustice, l'arbitraire ?

Quelqu'un qui aimerait améliorer ses conditions de travail? Son salaire ?

Quelqu'un qui voudrait négocier d'égal à égal avec son employeur ?

Invitez-le donc chez vous, à la CSN !

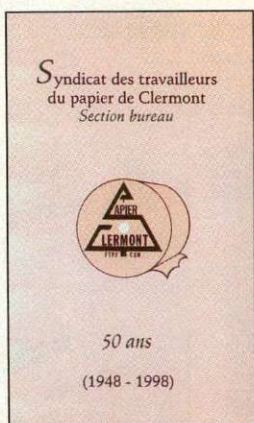
Un seul numéro de téléphone:
le Service de syndicalisation de la CSN

1 800 947-6177

La CSN sur Internet:
<http://www.csn.qc.ca>

**Syndicat de bureau à Clermont
Déjà 50 ans !**

C'est en septembre dernier que le Syndicat des travailleurs du papier de Clermont (section de bureau) fêtait son cinquantième anniversaire. Une centaine de personnes dont Michel Lessard, trésorier de la CSN, Michel Fortin et Claude Rioux, respectivement vice-président et coordonnateur de la FTPF-CSN, et Denise Boucher, présidente du Conseil central de Québec-Chaudière-Appalaches, ont participé à la soirée. Le président du syndicat, Jean-Pierre Gagnon, a rendu hommage à ceux et à celles qui, depuis 1948, se sont impliqués et ont alimenté la vie démocratique du syndicat. Il a aussi rappelé la solidarité qui a habité les membres de ce syndi-



cat tout au long des années. Il a également tenu à souligner à quel point des emplois de cette qualité étaient nécessaires dans les régions. Pour l'occasion, le syndicat a publié une petite brochure rappelant son histoire et qui met en évidence les événements importants vécus par les travailleurs et les travailleuses de Clermont.

R.B.

C'est Noël pour tout le monde !

La CSN compte actuellement une douzaine de syndicats regroupant 978 travailleuses et travailleurs en grève ou en lock-out. À l'approche des Fêtes, vous êtes invités à appuyer leur lutte pour améliorer leurs conditions de travail et de vie. Même en conflit, nos camarades ont à cœur de remplir leurs obligations familiales durant les Fêtes. Aussi pouvons-nous les soutenir en contribuant à la 15^e édition de la campagne *C'est Noël pour tout le monde*. Celle-ci consiste à recueillir des fonds qui viendront s'ajouter aux prestations régulières du Fonds de défense professionnelle (FDP) de la CSN et qui seront ensuite partagés entre les travailleuses et les travailleurs en grève ou en lock-out. Agrémenter leur soirée de Noël, c'est soutenir leur lutte pour de meilleures conditions.

C'est Noël pour tout le monde: mode de contribution volontaire

- 1 - Syndicat de moins de 100 membres: 50 \$
- 2 - 50 \$ additionnels par tranche de 100 membres

Les dons se font par intercaisse à la Caisse d'économie des syndicats nationaux de Montréal, au compte Solidarité Paniers de Noël, transit 92279, folio 11862.

M.C.

**Grève chez Flamingo
La solidarité s'organise**

La solidarité envers les 560 grévistes des abattoirs de poulets Olymel-Flamingo de Berthierville et de Joliette s'organise. En plus des prestations de grève régulières, des syndicats ont décidé de soutenir financièrement leur lutte. Le syndicat des 930 employé-es de l'abattoir de porcs Olymel de Vallée Jonction, en Beauce, a voté en faveur d'un appui de 2 \$ par employé-e, par semaine. Les syndicats d'autres salarié-es d'Olymel, comme ceux de Princeville et de Saint-Simon, seront aussi appelés à adopter des propositions similaires. En réunion à Québec le 17 novem-

bre, les syndicats de la Coopérative fédérée de Québec ont décidé également de présenter à leur assemblée générale une proposition de soutien financier à la lutte des syndiqué-es des abattoirs de poulets. La CSN compte une quarantaine de syndicats chez la Coopérative fédérée de Québec, qui regroupent 4500 salarié-es.

Olymel-Flamingo exige une baisse de salaire de 2,50 \$ l'heure. Les syndiqué-es réclament des augmentations de salaire raisonnables et un régime de retraite. La grève a été déclenchée le 28 octobre.

M.C.

Un indispensable !

Il existe, pour les syndicats, un outil de référence qui n'a pas son équivalent. Intitulé *La prévention à la source*, l'imposant ouvrage (364 pages) propose une analyse approfondie, d'un point de vue syndical, de la jurisprudence sur la santé et la sécurité du travail.

Disponible au Service de la documentation au coût de 50 \$, plus 5,50 \$ de frais d'expédition: (514) 598-2151.



Protestez contre le détournement de fonds de l'assurance-emploi par le fédéral
<http://www.total.net/~coalitio/index.html>

Prochaine parution de Nouvelles CSN: 11 décembre

Plus je commence jeune, meilleurs seront mes revenus à la retraite

Revenu annuel imposable entre 25 001 \$ et 29 589 \$

Valeur future d'un investissement annuel net de 627 \$

		5 ans	10 ans	20 ans	30 ans
REER conventionnel	9,80 % *	6 677 \$	17 322 \$	61 477 \$	173 913 \$
REER Fonds de travailleurs	6,75 % **	11 698 \$	27 913 \$	81 553 \$	184 631 \$

* Moyenne annuelle sur dix ans des fonds diversifiés de placement. ** Moyenne annuelle historique d'un fonds de travailleurs. Ceci ne constitue pas une offre publique de valeurs. Vous obtiendrez les informations requises dans le prospectus de Fondation.



AS-TU SIGNÉ TA CARTE ?

**Dépêche-toi,
ça presse!**

NON

au vol de 20 milliards de dollars

NON

au détournement des cotisations de l'assurance-emploi

NON

au régime de pauvreté pour les personnes sans emploi

OUI

à l'amélioration du régime d'assurance-chômage

NON

à la légalisation de l'injustice

**Signez
votre avis
de réclamation
au gouvernement
fédéral de
Jean Chrétien
Paul Martin
Pierre Pettigrew**

**JOURNÉE
NATIONALE
DE RÉCLAMATION
5 DÉCEMBRE
1998**

**COALITION SUR
L'ASSURANCE-EMPLOI**

Au bas de l'échelle

Association provinciale des professionnel-les
et des travailleurs de l'industrie du tourisme (APPETIT)
Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ)
Centrale des syndicats démocratiques (CSD)
Confédération des syndicats nationaux (CSN)
Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ)
Fédération des travailleurs
et des travailleuses du Québec (FTQ)
Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)
Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)
Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC)
Regroupement autonome des jeunes (RAJ)
Réseau national des sans-emploi (MAC)
Solidarité populaire Québec (SPQ)
Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPO)
Syndicat des professionnel-les
du gouvernement du Québec (SPGQ)